



## ↪ Ont participé à ce numéro ↩

Stéphane Lachèvre,  
Pierre Hébert, Kamel Naroun,  
Francois-Xavier Durand

### CHORALE

Une chorale engagée est née  
le 14 septembre 2001 !

On y fredonne quelques  
chants révolutionnaires,  
féministes, pacifistes,  
antimilitaristes,  
communards, ouvriers...

Prochaines répétitions :

- vendredi 28 septembre de  
18h30 à 20h30

- vendredi 12 octobre de  
20h30 à 22h30

Les répétitions se déroulent  
205 rue Saint Julien à  
Rouen.

### Mendicité

L'arrêté antimendicité du  
maire de Rouen devrait  
prendre fin le 30 septembre.  
Un collectif s'est créé au  
cours de l'été pour  
empêcher que cette mesure  
ne soit reconduite l'an  
prochain.

Cacher la misère est-il une  
politique valable ?

En terme de politique  
l'élargissement du RMI aux  
moins de 25 ans permettrait  
sans doute de résorber une  
partie de la mendicité en  
donnant des moyens  
minimums de vie à une  
partie de la jeunesse.

Le collectif appelle à un  
rassemblement lors du  
conseil municipal de Rouen  
du vendredi 5 octobre à  
17H.

## Edito

### Une année agitée !

Après le calme de la pause estivale, nous voici de nouveau sur le pont, prêts à passer une année pour le moins chargée.

Il y a le prévisible, et ... le reste ! Et c'est bien de cette catégorie que font partie les attentats du 11 septembre. La vision médiatique annoncée comme universelle n'est pas exactement la nôtre. Vous trouverez donc dans ce numéro un article et un texte adopté par les alternatifs au niveau national.

Côté prévisible, cette année vous le savez sera présidentielle et législative. Nous nous investirons dans ces deux batailles avec l'objectif de faire avancer et connaître nos idées, de nous faire connaître aussi, puisqu'au niveau national, les médias ne nous connaissent pas encore...

Côté prévisible encore et hors des échéances électorales, nous avons retenu quelques thèmes prioritaires de travail pour cette année. Le premier sera le féminisme. Il nous semble que le combat féministe reste d'actualité. Il nous semble aussi qu'il aurait besoin d'être remis à jour ou en mémoire suivant les cas. Bref, réunions à thèmes et café alternatif devraient être annoncés bientôt. Deuxième thème que nous aborderons en priorité : l'eau. Une bonne part des concessions d'eau de l'agglomération arrivent à échéance dans des délais courts, une réflexion sur ce sujet et une sensibilisation de la population nous paraissent urgents. Un groupe de travail s'est constitué et une réunion à thème devrait intervenir rapidement.

Ces activités ne nous empêcheront pas de continuer à suivre nos dossiers en cours, tel le CCCOMC, le collectif des sans papiers ou les transports de déchets nucléaires... Vous trouverez des infos sur ces dossiers dans ce journal.

Cette année encore, nous poursuivrons nos efforts pour favoriser des cadres militants larges et efficaces, sans sectarisme. Cette pratique est liée à notre vision des mouvements politiques. Une recomposition à gauche reste nécessaire et urgente, qui permette d'inventer cette nouvelle force à la fois innovante et efficace, pragmatique et subversive, rouge, verte et autogestionnaire !

C'est dans la dynamique et sûrement pas dans l'attente de décompositions improbables que se joue cette construction, c'est à cette dynamique que nous nous efforçons de participer.

Les alternatifs rassemblent une partie des militants potentiels de cette nouvelle force, nous devons continuer à toucher celles et ceux qui autour de nous partagent l'essentiel de nos combats pour faire avancer ce projet.

Les Alternatifs de Seine Maritime

## **Nous ne sommes pas tous des américains**

La mort vient du ciel les 11 septembre.

11 septembre 1973 : les regards sont tournés vers les avions porteurs de mort qui arrivent et se mettent à bombarder le palais présidentiel à Santiago du Chili. Le putsch militaire dirigé par Augusto Pinochet avec le soutien actif de la CIA et de grandes multinationales américaines comme ITT vient de commencer. Salvador Allende n'en sortira pas vivant et, avec lui plusieurs centaines de personnes périront ce jour-là, plusieurs milliers dans les jours qui suivront, plusieurs dizaines de milliers dans les premiers mois de la dictature militaire. Nous sommes du côté des victimes.

11 septembre 2001 : les avions piratés transforment leurs passagers en projectiles, en chair à canon, en chair à attentat et s'encastrent dans les immeubles de Manhattan, multipliant les victimes. Cinq mille morts au moment où l'on écrit (dimanche 16 septembre). Nous sommes du côté des victimes. Evidemment. Et pas seulement parce que depuis mardi les télévisions et les radios nous répètent à satiété les éléments de la tragédie, mais pour une raison fondamentale, c'est qu'il s'agit d'un crime, que rien ne peut le justifier et que cette fois-là encore comme toutes les autres fois, nous sommes du côté des victimes. Comme nous sommes avec les victimes de Gaza, de Cisjordanie, de Tel-Aviv. Comme nous sommes avec ceux qui tombent dans les attentats fascistes de l'ETA. Comme nous étions avec les Kurdes gazés par Saddam Hussein. Comme nous étions avec les victimes des épurations ethniques des Balkans ou d'Afrique. Avec toutes les victimes.

Par "sensiblerie" ? par "apolitisme" ? sûrement pas. Nous sommes avec les victimes au contraire pour une raison profondément politique qui est le refus d'un "ordre" mondial construit sur la violence, le refus que la loi de l'humanité devienne la loi des couteaux, des balles et des bombes, le refus que les êtres humains soient réduits à l'état de projectiles, de pauvres choses terrorisées qu'on transforme en débris terrorisants. Alors partout et toujours nous sommes avec les victimes.

Mais l'émotion compréhensible et légitime qui s'est développée ces derniers jours ne nous empêche pas de rester lucides politiquement.

D'abord la rhétorique de la lutte "du bien et du mal" qui a pris corps ces derniers jours érige les Etats-Unis en une espèce de symbole de la démocratie avec un statut hors de proportion avec les épreuves qu'ont pu connaître d'autres pays. Certes les attentats de New-York et Washington sont une forme aggravée du terrorisme, par le nombre des victimes, par l'ampleur des dégâts, par la sophistication des moyens, mais pas au point de faire disparaître toute autre référence historique : il est significatif qu'aucun grand moyen d'information n'ait rappelé, même brièvement que le 11 septembre est l'anniversaire du putsch de Pinochet, comme si toute histoire s'effaçait devant la douleur américaine. Non l'histoire ne commence pas avec la destruction du World Trade Center.

Ensuite, on doit souligner que Oussama Ben Laden est une créature des Etats-Unis. Ce sont les services américains qui l'ont créé, qui ont fait de lui une puissance en faisant transiter dans ses mains l'aide financière et les équipements militaires qu'ils distribuaient aux croisés de la lutte anticomuniste en Afghanistan. Ben Laden n'était pas un simple "combattant" parmi des milliers d'autres comme l'ont laissé entendre certains commentaires, mais une pièce maîtresse du dispositif américain. Les grands médias qui à l'époque, par haine du rouge, ont minimisé le caractère féodal du régime afghan et l'intégrisme de ceux qu'ils baptisaient "combattants de la liberté" ne feront bien sûr pas leur autocritique. Ils auraient pourtant matière à le faire. Les mêmes puissances qui se lamentent aujourd'hui sur le "fanatisme" pouvaient-elles vraiment ignorer la nature des groupes qu'elles croyaient manipuler ?

On doit ajouter encore que ce n'est pas la seule fortune personnelle de Oussama Ben Laden qui finance ces opérations, mais aussi les contributions substantielles d'un certain nombre de milliardaires saoudiens, émiratis ou koweïtiens et que, de ce point de vue, le discours qui justifie les ventes d'armes massives à ces pays par l'influence politique que ces ventes seraient censées entraîner montre ses limites.

Ces attentats vont entraîner bien des modifications dans les choix militaires américains (notamment quant à la fameuse défense antimissile qui apparaît comme un projet totalement déconnecté des réalités) et vraisemblablement une militarisation accélérée. On entend les bruits de bottes, mais aussi le tintement des dollars dans les escarcelles des marchands de canons. Les expéditions militaires qui s'échafaudent dans les cercles dirigeants américains peuvent ouvrir la voie à toutes les aventures.

C'est pourquoi, si nous sommes totalement du côté des victimes, nous ne sommes pas nécessairement tous des américains.

Jean-Paul Hébert

# **JUSTICE OU BARBARIE :** **POUR LA PAIX ET LE PARTAGE DES RICHESSES**

**L**ES attentats de New York et de Washington ont provoqué l'indignation des Alternatifs comme celle des démocrates et des peuples du monde entier. Aujourd'hui pourtant, force est de constater que tous les êtres humains, que tous les peuples n'ont pas droit à la même émotion, à la même solidarité. Comment ne pas voir que le deuil des Européens à l'égard du peuple américain a été organisé comme un événement médiatique ? En repassant en boucle les mêmes images d'effroi, les télévisions du monde entier, sous des dehors compatissants, ont d'abord « vendu de l'émotion ».

Peur, colère, vengeance inspirent aujourd'hui la plupart des réactions politiques des dirigeants des pays riches. Et cela n'augure rien de bon !

Il est bien-sûr nécessaire d'agir en commun pour rendre justice aux victimes et mettre un terme aux agissements des groupes terroristes. Mais cette nécessité ne saurait nous conduire à nous ranger derrière le gouvernement des USA. Car c'est précisément par leur politique, consistant à « américaniser le monde » et à le modeler à leurs intérêts que les gouvernements des USA ont engendré rancœurs et souffrances chez de nombreux peuples. Et brisé à jamais tant de destins individuels.

Nous affirmons qu'aujourd'hui comme hier nous ne sommes pas tous américains, à moins de se sentir aussi tous palestiniens, tous rwandais, ou tous irakiens.

Est-il trop brutal de dire que le peuple des Etats Unis paie aujourd'hui la politique de ses dirigeants ? C'est pourtant la vérité, une vérité largement cachée par les médias états-uniens : le réseau terroriste de Ben Laden et les autres réseaux armés islamistes ont été largement financés par la CIA et ses alliés saoudiens et pakistanais. Depuis 1979 les gouvernements des USA ont encouragé les mouvements islamistes dans le cadre d'une alliance stratégique contre le communisme, contre toute avancée démocratique et sociale dans le monde arabo-musulman et pour le contrôle des richesses pétrolières.

**P**OUR nous, Alternatifs, le terrorisme et ses crimes aveugles ne sont en aucun cas une arme politique. Lutter contre ce terrorisme implique sans aucun doute des actions dirigées contre ses réseaux mais aussi, sous peine d'inefficacité, une action durable contre la pauvreté et l'injustice dans le monde. Une telle orientation est aujourd'hui totalement contraire aux orientations néo-libérales menées par les « maîtres du monde ».

Nous refusons totalement les appels à « la lutte du bien contre le mal », à la « croisade » comme au « djihad », ou encore au « choc des civilisations ». Ces trois formules plus ou moins explicitement ne font qu'encourager la haine, le racisme et la xénophobie.

Les Alternatifs refusent deux logiques inacceptables : celle de la coordination internationale des groupes terroristes fondamentalistes qui veut provoquer un affrontement entre l'orient et l'occident et renvoyer les sociétés musulmanes au moyen-âge ; celle des USA qui veulent profiter de la crise pour aligner les gouvernements européens sur leur politique de contrôle global avec le risque de transformer les pays musulmans en zone de guerre permanente. Le but ultime du gouvernement états-unien est-il la paix en Palestine et au Proche-Orient, la coopération pour le développement ou bien plutôt leur domination renforcée sur la planète en étouffant les voix qui contestent leur volonté d'imposer partout leur modèle et leur hégémonie ?

La lutte contre le terrorisme suppose aussi de s'attaquer aux paradis fiscaux et aux banques qui les utilisent. Il faut mettre fin au financement du terrorisme mais aussi à celui des trafics d'armes et de drogues. Mais la condition majeure de disparition du terrorisme, c'est le respect de l'existence et du droit des peuples et l'instauration d' un partenariat effectif entre le nord et le sud.

# ***Les Alternatifs***

---

***solidarités - écologie - autogestion***

# OGM

Le sujet des OGM est en vogue en cette rentrée avec les nombreuses opérations menées par la confédération paysanne en particulier. Nous sommes allés rencontrer Antoine De Lipowski, un des animateurs du groupe de travail sur les OGM au sein de Attac Rouen.

*SA : Y-a-t-il une condamnation des ogm ?*

ADL : Accepter les OGM, c'est accepter la brevetabilité des semences (et plus largement la brevetabilité du vivant), et donc accepter en réalité un privilège inouï pour quelques firmes en les protégeant de la concurrence que leur fait la nature en reproduisant gratuitement les semences dans le champ du paysan. Elle sonne le glas de l'autonomie (déjà réduite) des agriculteurs du monde entier, soumis aux lois du marché des firmes. Ceci renforcera la précarité alimentaire dans le monde.

*SA : Quels sont les dangers des ogm ?*

ADL : Nous condamnons les OGM qui sont pour l'essentiel (99%) des plantes produisant elles-mêmes leur insecticide ou sont capables d'absorber comme des éponges des quantités importantes d'herbicide. La concentration de ces éléments dans la chaîne alimentaire ne peut que renforcer la toxicité déjà latente des produits issus de l'agriculture intensive. Les risques de pollution génétique dans l'environnement (fuite de gènes par les airs ou les sols) et la réduction de la biodiversité (orchestrée par les firmes imposant leur catalogue de semences) sont de sérieuses menaces pour l'humanité.

*SA : Est-ce une condamnation de la recherche ?*

ADL : Nous ne remettons pas en cause la recherche associée au génie génétique (nous ne sommes pas des obscurantistes) mais cette dernière est aujourd'hui subordonnée aux intérêts des firmes (faiblesse de la Recherche Publique et des gouvernements) qui poussent vers des applications hâtives pour réaliser des profits à court terme sur des marchés solvables, ne répondant pas aux réels besoins généraux de cette planète.

*SA : Quels sont vos moyens d'action ?*

ADL : L'information des citoyens, des acteurs du monde agricole (tracts, pétitions, débats publics, manifestations) et des élus (récemment notre groupe OGM d'ATTAC Rouen a rencontré les deux députés européens de Seine Maritime sur le sujet) est le moyen d'action locale que nous utilisons pour dénoncer les mystifications liées aux OGM. Des actions de sensibilisation, convoquant la Presse autour de champs d'OGM sont à l'étude avec d'autres groupes comme la Confédération Paysanne, pour dénoncer ces cultures faussement présentées comme des essais. Ceci passe par une remise en cause forte des liens entre organismes publiques et multinationales de l'agrobusiness.



---

## *Coup de projecteur*

### **Livres sans Frontières**

LSF est une association loi 1901, qui a pour but de diffuser la culture française dans le monde, et d'apporter des livres à ceux qui n'en ont pas. Les projets de l'association concernent différents pays tels que le Sénégal, Madagascar, la Mauritanie ou Haïti...

Pour joindre LSF : LSF - Place Victor Schoelcher - BP 5 - 76960 Notre-Dame de Bondeville ou par téléphone au 02 32 82 35 00

L'assemblée générale de l'association aura lieu le 10 octobre à partir de 17h45 à la mairie de Notre Dame de Bondeville.



**RASSEMBLEMENT A LILLE**  
**20 OCTOBRE – 14h00 - Place de la République**

Le réseau Sortir du Nucléaire organise une grande journée de mobilisation le 20 octobre pour peser sur les échéances de 2002 et mettre le nucléaire sur le tapis politique. Nous nous associons bien sûr à cette mobilisation.

D'autant que la situation régionale, de La Hague à Paluel et Penly est on ne peut plus « nucléarisée ». On pourrait ajouter les trains de déchets radioactifs qui traversent l'agglomération rouennaise environ tous les mois depuis mars.

Autant de cibles potentielles pour d'éventuels terroristes... ou pour un accident industriel que les statistiques n'auraient pas annoncées assez tôt, comme à Toulouse.

**Pour une sortie du nucléaire, nous devons nous mobiliser !**

Pour se rendre à **Lille le 20 octobre**, un car partira de Dieppe à 8H00, passera par Tôtes à 8H30 et à Rouen (cité administrative) à 9H00. La participation aux frais du car est de 100 francs (50 francs pour les chômeurs). Inscriptions, renseignements au 06 74 79 83 63.

Les adhérents du réseau Sortir du Nucléaire au niveau du département étaient invités le 12 septembre à se réunir à la maison des associations rue de Carville. La réunion portait en particulier sur la préparation de la mobilisation pour le 20 octobre. Il a donc été décidé d'organiser une réunion publique le 09 octobre pour informer ceux qui le souhaitent. L'intervenant est Alain Rivat, administrateur du réseau et qui interviendra comme porte parole du réseau.

*Réunion publique*

**Mardi 09 octobre – 20H30 à la Halle aux Toiles**

**Sortir du Nucléaire,  
c'est urgent, c'est possible !**

Avec Régis Faguelin, porte-parole du réseau Sortir du Nucléaire

**Train nucléaire ?**

Information de dernière minute au moment où nous finissons ce numéro... Il semble qu'un nouveau train nucléaire soit sur les rails pour traverser l'agglomération rouennaise le 2 octobre.

Nous nous sommes déjà opposés au passage des précédents trains. Il nous semble pourtant que dans les conditions actuelles, après l'accident Toulousain et les attentats aux USA, ce nouveau transport est encore plus inacceptable. Le pire peut être statistiquement improbable et pourtant arriver quand même !

L'information n'étant pas encore complètement confirmée, nous ne pouvons proposer de rassemblement. Si vous voulez vous joindre à un rassemblement, vous pouvez appeler au 06 74 79 83 63 ou nous envoyer un message électronique à 76@alternatifs.org.

Pierre Hébert

**Les Alternatifs**

"Solidarités, Ecologie, Autogestion"

205 rue Saint-Julien

76100 Rouen

76@alternatifs.org

Fax : 02 35 15 22 46

Rouen le 27/09/2001

**Communiqué**

Dans l'état actuel de la situation, les causes de l'accident de Toulouse ne sont pas encore connues en détail.

Certes il est possible de limiter les risques d'accident, cependant la prévention a non seulement ses limites mais aussi parfois ses manques. Cette explosion n'était peut-être pas prévisible.

Néanmoins les dégâts exceptionnels de cet accident sont aussi dûs à l'emplacement de cette usine proche d'une autre usine à haut risque d'une part et d'une agglomération importante d'autre part... deux facteurs sur lesquels nous pouvons intervenir.

Malgré les lois limitant l'urbanisation proche des lieux classés de type «SEVESO », rien ne semble avoir été fait pour reloger la population qui vivait proche de ce lieu à haut risque ou pour limiter la production de cette usine.

Cette catastrophe est en partie le résultat d'une course effrénée au rendement... Il est temps de revoir la politique du « toujours plus de rendement » que ce soit dans le domaine industriel, agricole ou économique.

Dans notre région, le risque est exactement le même. Ainsi dans l'agglomération rouennaise, la rive gauche et notamment le secteur ouest (le Grand-Quevilly, Petit-Couronne...) est particulièrement exposé.

Quels enseignements tirera-t-on de l'accident de Toulouse ?

Il nous semble urgent de :

- Stopper la concentration des productions dangereuses.
- Eloigner les sites de production les plus dangereux des zones d'habitation

L'ampleur de cet accident n'est pas une fatalité mais le résultat d'une politique. Pour éviter de tels drames, il est clair que nous devons impulser une autre politique, une politique alternative. Le rendement et les bénéfices ne doivent pas être les moteurs de notre société. Il faut replacer l'humain au centre de la politique !

---

*Nous restons à votre disposition pour tout complément d'information :*

*Contacts : François Xavier Durand – 02 35 04 06 53*

---

## La lutte des sans papiers

A Rouen, voilà 2 ans que des sans-papiers sont sortis de la clandestinité et luttent pour leur régularisation. Ils sont 73 regroupés dans un collectif. Le gouvernement français maintient, depuis des années, des dizaines de milliers de personnes sans droits, sans papiers, dans une situation inhumaine et inacceptable. Pour se décharger de ce problème, le Ministre de l'Intérieur, a renvoyé les collectifs de sans-papiers a leurs préfectures respectives pour discuter de leurs dossiers. Mais la préfecture de Seine-Maritime considère comme normal de ne pas respecter leurs droits les plus élémentaires : vivre et travailler dignement. Elle les maintient dans la précarité, l'incertitude, la peur des contrôles et des expulsions.

Fin juin, une délégation de l'Eglise de Rouen a été reçue par des représentants du Préfet pour lui remettre une pétition, signée par plus de 1000 paroissiens, réclamant l'abrogation des arrêtés de reconduite à la frontière et la régularisation des sans-papiers du collectif. Le Secrétaire Général de la Préfecture avait alors promis de recevoir le plus tôt possible une délégation d'élus pour discuter de quelques dossiers. Mais, cet été, malgré 2 lettres de demande d'entrevue adressées par des élus, ainsi que de nombreux appels téléphoniques, la Préfecture n'a pas respecté son engagement et reste fermée au dialogue.

Pour autant, l'été n'a pas été marqué par une démobilisation du collectif. De nombreuses cartes postales avec le dessin d'un artiste sans-papiers ont été vendues, notamment lors de divers rassemblements devant la cathédrale -les samedis- et la préfecture- les mercredis.

Une retraite aux flambeaux, au rythme des djembés, s'est déroulée le soir du 14 juillet dans les rues de Rouen où les sans-papiers et les soutiens ont voulu rappeler que cette fête est aussi celle des droits de l'homme et de la justice.

*Complément à l'article ci contre...*

Si l'été ne fut pas une suite de décisions catastrophiques pour les sans papiers, la rentrée est plus difficile !

En septembre, la préfecture a mis les bouchées double : Said Ammari, un sans papiers du collectif a été expulsé le mercredi 13 septembre vers l'Algérie via Marseille. Il a pu téléphoner depuis le ferry à destination d'Alger. Said a fait une tentative de suicide pendant son séjour au centre de rétention mais "il n'a pas pu se changer après s'être taillé les veines"(Paris-Normandie)... Lors d'un rassemblement devant la préfecture, un autre sans-papiers a été arrêté et placé en rétention pour "séjour irrégulier". Younès a été assigné à résidence après son passage devant le tribunal correctionnel. Il est pourtant père d'un enfant français et vit en France depuis 22 ans.

La détermination à continuer la lutte est entière et une manifestation est prévue le **SAMEDI 29/09 à 15H** ou la présence d'un maximum de soutiens est souhaitée et souhaitable.

Stéphane Lachèvre

---

### L'université d'été en quelques mots...

Vendredi 31 août, samedi 1er septembre et dimanche 2 septembre a eu lieu l'université d'été des Alternatifs à Lyon et j'y étais tout comme 140 à 150 autres personnes. Notons d'abord la hausse de la participation par rapport aux années précédentes. D'un point de vue qualitatif c'était là aussi très satisfaisant avec au menu une réflexion sur la formation sociale, le syndicalisme, le féminisme et l'écologie, ainsi qu'une visite guidée de Lyon et Villeurbanne grâce à un « tramway alternatif ». Je suis heureux de vous faire part de la naissance de plusieurs commissions au cours de l'université, sur l'éducation, les transports, l'eau et l'agriculture... Espérons qu'elles vivent longtemps. Pour faire encore mieux l'année prochaine voici quelques idées issues du bilan collectif réalisé à la fin de ces trois journées.

Nous devons mieux préparer cet événement l'année prochaine, non pas d'un point de vue matériel (tout était nickel), mais d'un point de vue conceptuel. C'est à dire que nous devons réussir à envoyer avant le rassemblement, à tous les alternatifs, des textes de réflexion de base sur les sujets abordés. Ainsi notre réflexion au cours de l'université pourrait aller plus loin.

Il se pose le problème récurrent du trop de sujets abordés empêchant d'aller au fond des sujets abordés... Sans commentaires. Une proposition pour que l'université dure un peu plus longtemps, afin que l'on puisse consacrer une demi-journée à l'actualité politique, a été retenue. Enfin nous devons faire attention lors des prochains rassemblements nationaux à définir au départ des « règles » sur la direction des débats pour qu'aussi bien à la tribune que dans les ateliers les responsabilités tournent... C'est d'ailleurs pour prolonger cette réflexion que certains se sont proposés de trouver des formes d'échanges autres que la bonne vieille « conférence-débat ». Toujours dans le même trip il a été proposé que soient mis en place l'année prochaine des ateliers sur la prise de parole en public ou la gestion non violente des conflits. Pour conclure j'ajoute ma touche perso, pourquoi ne pas prévoir pour l'année prochaine des moments festifs pour les soirées...

Avec toutes ces idées, toutes toutes neuves, c'est sûr l'université d'été 2002 sera encore plus mortelle.

Benoit Hébert

## Collectif de l'agglomération rouennaise de lutte contre les inégalités : où en est-t-il ?

Regroupant un certain nombre de partis politiques (Les Alternatifs, PCF, MdC, ...), de syndicats (CGT demandeurs d'emploi,...) et d'associations (LDH, UTC, Vie et Projection, COSACS,...), ce collectif s'est créé il y a maintenant près d'un an dans le but d'agir pour l'égalité des droits, et de lutter contre toutes formes d'exclusion et de discrimination. Lieu de mobilisation, le collectif ne se substitue pas aux autres organisations ; il rassemble pour construire une convergence capable, grâce à la diversité de ses pratiques, de ses champs et mode d'intervention d'être un lieu d'information et d'échanges, un lieu de réflexion, un lieu de proposition pour l'action :

- Informer l'opinion publique de l'état des inégalités dans l'agglomération rouennaise (officiellement communauté d'agglomération de 33 communes et 400 000 habitants).
- Favoriser l'expression des exclus et des victimes des inégalités.
- Identifier et analyser les mécanismes d'exclusion pour interpeller les décideurs locaux et nationaux.
- Elaborer des propositions concrètes de mobilisation et de lutte contre les inégalités et les discriminations dans notre agglomération.

Le collectif a déjà été reçu par un groupe d'élus du Conseil Général et par le cabinet du préfet très récemment.

Il a alors surtout été question de l'application de la loi de lutte contre les exclusions, qui se fait en partenariat entre la préfecture et le Conseil Général. Malgré cette loi, il est évident qu'il y a au niveau de l'Etat un manque de moyens dans le domaine social qui se traduit par un manque de personnel et la tendance est de plus en plus de reporter la prise en charge de ses problèmes sur les associations sans reconnaître le travail qu'elles font. C'est pourquoi le collectif a exprimé son souhait que des représentants d'associations siègent au sein de la CASU (organisme de coordination des aides sociales créé suite à la loi de lutte contre les exclusions) selon leur domaine de compétence, d'autant plus qu'il est reproché à la CASU d'être trop loin du terrain.

Par ailleurs, le problème du logement a également été soulevé. En effet, suite à l'arrivée de familles de réfugiés dans l'agglomération, les différents centres d'hébergement sont déjà pleins. Alors que l'hiver n'est pas encore arrivé, cela semble très préoccupant.

Nous espérons que ce collectif permettra de combler en partie le déficit important d'informations des aides disponibles et à dynamiser l'application de cette loi.

Kamel Naroun

### ===== CCCOMC

Le CCCOMC s'est réuni pour la rentrée et organise deux initiatives début novembre.

A l'occasion des prochaines négociations de l'OMC prévue au Qatar début novembre, une réunion publique aura lieu sur le campus le 8 novembre avec au moins deux intervenants : Francis Wurtz député européen et Eugène Bégo, membre de l'exécutif des alternatifs. Cette réunion sera suivie le samedi 10 novembre par une manifestation coorganisée avec Attac...

Plus d'infos à venir sur ce sujet ! Prochaine réunion du collectif lundi 1<sup>er</sup> octobre à 18H au local de la FSU.

Pierre Hébert

Réunion publique (orga : Sortir du Nucléaire)	<b>Samedi 20 Octobre</b>
<b>Sortir du nucléaire, c'est possible, c'est urgent !</b>	Manifestation nationale pour la sortie du nucléaire (voir tract joint...)
Mardi 09 octobre 2001 à 20H30	
Halle aux Toiles	
Avec Régis Faguelin,	<b>Manifestation de soutien aux sans papiers</b>
<b>Porte Parole du réseau Sortir du Nucléaire</b>	Samedi 29 septembre
	15H place de la Cathédrale

### -- Pour nous lire... et/ou nous soutenir --

Pour nous contacter :

Alternatifs 76  
205 rue St Julien  
76100 Rouen  
76@alternatifs.org  
<http://www.alternatifs.org/76>

Vous souhaitez recevoir La Seine Alternative (5 numéros / an) ?

NOM : Prénom :

Rue :

Code Postal : Ville

Téléphone : Mél :

Tarif : 50 Frs (chômeurs/étudiants : 30 Frs)

Tarif Soutien : 100 Frs (ou plus... Ordre : Alternatifs 76)

Pour recevoir Rouge et Vert : téléphone : 01 43 57 44 80 ou mél : [contact@alternatifs.org](mailto:contact@alternatifs.org)